



La crise sanitaire a démontré combien les services publics et la Fonction publique sont essentiels notamment pour garantir à toutes et tous l'accès aux droits sociaux et aux soins. Nous nous souviendrons et ne sommes pas près d'oublier les mots du président de la République lors de son discours du 13 avril dernier : « les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune, notre pays tient tout entier sur des femmes et des hommes que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal ».

Et en effet, dix ans de gel du point d'indice, ce n'est pas tolérable et juste. Une des urgences est bien la revalorisation conséquente des salaires et des carrières.

Et pourtant, quelques mois après ce 13 avril, le remaniement ministériel et le discours du Premier ministre n'augurent rien de bon.

Jean Castex a beau nous annoncer un « nouveau gouvernement de combat » il confirme une politique identique, celle-là même qui a montré sa nocivité et son incapacité à apporter des réponses concrètes aux urgences actuelles.

Comme annonces sonnantes et trébuchantes du président Macron et du Premier ministre, nous pouvons retenir : des milliards d'euros pour les grands groupes sans exigences de contreparties, pour exonérer de cotisations les patrons de ces mêmes entreprises et pour baisser les taxes sur la production. Dans le même temps, aucune mesure salariale, pas de développement massif des services publics pour répondre aux besoins de la population, pas de plan écologique ambitieux, pas de renforcement de notre système de protection sociale, pas de lignes politiques fortes en direction de la jeunesse, pas de mesures de progrès social en droit du travail et en garanties collectives...

Avec des annonces provocantes mais pas étonnantes, nous avons bien compris l'entêtement du gouvernement à imposer les mauvaises réformes : malgré un report — pour le moins confus — maintien de la réforme de l'assurance chômage avec un durcissement des critères pour percevoir les indemnités chômage, maintien de la loi de transformation de la Fonction publique qui sabote le Statut général et les missions de service public, maintien du principe d'une réforme pour un régime de retraite universelle par points, suppression pour les futures générations des régimes spéciaux...

À l'opposé de tels choix, l'UFSE-CGT revendique l'abrogation de la loi de transformation de la Fonction publique, une indispensable et conséquente revalorisation salariale et l'effectivité de l'égalité professionnelle femmes-hommes, ce qu'elle a réaffirmé lors des différentes rencontres avec la ministre de la Fonction publique et lors du rendez-vous salarial du 24 juillet.

L'UFSE-CGT propose avec force, toujours et encore, le déploiement des services publics dans l'intérêt général, des moyens humains et matériels suffisants pour l'exercice des missions dans de bonnes conditions et réaffirme son engagement plein et entier contre la réforme vers un régime universel de retraite par points, contre la suppression des différents régimes de retraite et pour la possibilité de partir plus tôt à la retraite pour une juste reconnaissance de la pénibilité de certaines professions.

Pour contraindre ce gouvernement à faire d'autres choix, pour une véritable justice sociale, la mobilisation de toutes et tous est indispensable, dans l'unité la plus large.

Le 17 septembre est une nouvelle journée nationale interprofessionnelle de grève et de manifestations. L'UFSE-CGT appelle à participer activement à cet appel inscrit dans un processus de luttes qui devra se renforcer, tout le long des mois de septembre et d'octobre, dans les différents secteurs professionnels pour peser véritablement et empêcher une crise sociale d'ampleur.

fichiers:



[Télécharger 2020_07_27_appel_ufse_17_09.pdf](#) (52.28 Ko)

Public: [Infos / actions](#)
[Fonction publique](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank